

Le 23 avril 2018

M. Yukiya Amano, directeur général
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
Centre international de Vienne
BP 100, 1400 Vienne, Autriche

Cher Monsieur Amano.

Nous vous écrivons d'urgence pour exprimer à quel point nous sommes préoccupés de voir le Canada manquer à ses engagements en vertu de la *Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs*. À notre avis, le Canada n'arrive pas à gérer ses déchets radioactifs de manière responsable afin de protéger ses citoyens sans fardeau excessif pour les générations futures. Nous aimerions attirer surtout votre attention sur les éléments suivants:

La *Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN)* procède actuellement à l'évaluation environnementale de trois projets d'élimination permanente des déchets radioactifs du gouvernement fédéral qui sont en complet désaccord avec les directives de l'AIEA.

On veut notamment aménager à la surface du sol une décharge géante qui recevrait un million de mètres cubes de déchets radioactifs de «faible activité», dont d'importantes quantités d'émetteurs à vie longue de rayonnements alpha et bêta / gamma, près de la rivière des Outaouais à Chalk River en Ontario. Les directives de l'AIEA stipulent pourtant qu'une installation en surface ne convient pas à l'élimination des radionucléides à vie longue, car " cette localisation près de la surface rend l'installation vulnérable aux processus ou événements qui vont dégrader trop rapidement sa capacité de confinement et d'isolement. "(1).

On a aussi l'intention de bétonner en place deux réacteurs nucléaires: celui de [Whiteshell-1](#) en bordure de la rivière Winnipeg à Pinawa au Manitoba ainsi que celui de la centrale *Nuclear Power Demonstration* en bordure de la rivière des Outaouais à Rolphton en Ontario. L'AIEA ne recommande pas le bétonnage *in situ* des réacteurs, sauf en cas d'urgence (2).

Le Canada n'a pas élaboré de politiques et de stratégies pour la gestion des déchets radioactifs, malgré les recommandations de l'AIEA (3). Une récente pétition adressée à la vérificatrice générale du Canada rappelait que le Canada n'a ni politique ni stratégie pour encadrer l'élimination ou la gestion à long terme de 600 000 mètres cubes de déchets radioactifs (en excluant le combustible irradié). Ces déchets appartiennent au Gouvernement fédéral et proviennent surtout de la production de plutonium pendant la Guerre Froide. (4)

Le Canada ne s'est donné aucun système national de classification des déchets radioactifs en vue de leur élimination, même s'il a souvent été interrogé à ce sujet dans le cadre du processus d'examen par les pairs de l'AIEA (2). Le système de classification du Canada permet de classer des radionucléides à longue vie comme le plutonium parmi les déchets de "faible activité» et n'impose pas que ces substances soient confinées et isolées de la biosphère.

Le gouvernement fédéral, qui est responsable de la politique sur les déchets radioactifs, n'a publié qu'un «cadre» en trois alinéas. (5) Adopté sans discussion ni consultation publique, ce «cadre» est maintenant âgé de plus de 20 ans. Il stipule que les propriétaires de déchets doivent s'acquitter de leurs responsabilités «conformément aux plans approuvés d'évacuation des déchets ». Même si le gouvernement du Canada est «propriétaire» de la grande majorité des déchets radioactifs canadiens qui ne sont pas du combustible irradié, il n'a jamais publié de plan approuvé pour la gestion à long terme de ses propres déchets.

Si le Canada avait des politiques et des plans conformes aux directives de l'AIEA pour les déchets radioactifs, nous sommes convaincus que les trois projets actuels n'auraient pas atteint l'étape de l'évaluation environnementale. Le Canada propose d'abandonner des radionucléides à vie longue en surface ou près de la surface, dans des sites retenus pour leur commodité plutôt que pour leur sécurité à long terme. Le Canada n'a jamais procédé à la sélection systématique d'un emplacement approprié aux déchets radioactifs autres que le combustible irradié, que ce soit pour une installation d'élimination en surface ou en couche géologique profonde.

Nous avons l'impression que la CCSN aggrave ces problèmes plutôt que d'essayer de les régler. Elle a écarté les mises en garde des experts scientifiques contre les graves lacunes des trois projets à l'étape de la description de projet.(6) (7) (8) On nous signale aussi qu'elle a fourni des informations partielles et trompeuses à leur sujet dans son récent rapport à la Convention commune. (9) On dit souvent que la CCSN est victime d'une «capture réglementaire». (10) Puisqu'elle est un organisme de réglementation et non un organisme politique, ses soi-disant guides de «politiques de réglementation» ne peuvent se substituer à une politique gouvernementale. Le Canada manque d'un régime de freins et de contrepoids dans lequel plusieurs organismes et ministères participeraient à la gouvernance nucléaire.

Nous croyons que l'AIEA doit enquêter de toute urgence et faire rapport sur les politiques et les pratiques de gestion des déchets radioactifs au Canada. Nous aimerions également demander à l'AIEA d'examiner la gouvernance nucléaire du Canada en vue de formuler des recommandations pour corriger les graves lacunes actuelles.

Nous comptons beaucoup sur votre aide dans ces importants dossiers .

Cordialement,

Grand-Chief Patrick Madahbee, Anishinabek Nation
Chief James Marsden, Alderville First Nation
Chief Joanne G. Rogers, Aamjiwnaang First Nation
Chief Rodney Noganosh, Chippewas of Rama First Nation
Chief Shining Turtle, Whitefish River First Nations
Candace Day Neveau, Bawating Water Protectors

Angela Bischoff, Ontario Clean Air Alliance
Alain Saladzius, Fondation Rivières
Beatrice Olivastri, Friends of the Earth Canada
Benoit Delage, Conseil Régional de l'Environnement et du Développement Durable de l'Outaouais
Carole Dupuis, Regroupement vigilance hydrocarbures Québec
Christian Simard, Nature Québec
Gretchen Fitzgerald, Sierra Club of Canada
Martine Chatelain, Eau Secours!
Meredith Brown, Ottawa Riverkeeper
Nicole DesRoches, Agence de bassin versant des 7
Robb Barnes, Ecology Ottawa
Shawn-Patrick Stensil, Greenpeace Canada
Theresa McClenaghan, Canadian Environmental Law Association

Dr. Éric Notebaert, Canadian Association of Physicians for the Environment
Dr. Gordon Edwards, Canadian Coalition for Nuclear Responsibility
Dr. Ole Hendrickson, Concerned Citizens of Renfrew County and Area
Dr. P. T. Dang, Biodiversity Conservancy International

André Michel, Les Artistes pour la Paix
Barry Stemshorn, Pontiac Environmental Protection
Carolynn Coburn, Environment Haliburton!
Céline Lachapelle, Action Environment Basses-Laurentides
Dave Taylor, Concerned Citizens of Manitoba
Gareth Richardson, Green Coalition Verte
Georges Karpat, Coalition Vigilance Oléoducs
Gilles Provost and Ginette Charbonneau, Ralliement contre la pollution radioactive
Jamie Kneen, Mining Watch
Johanna Echlin, Old Fort William (Quebec) Cottagers' Association
John Jackson, Nuclear Waste Watch
Janet McNeill, Durham Nuclear Awareness
Kirk Groover, Petawawa Point Cottagers' Association
Marc Fafard, Sept-Îles Sans Uranium
Marie Durand, Alerte Pétrole Rive-Sud
Mario Gervais, l'Association pour la Préservation du Lac Témiscamingue
Maryanne MacDonald, Water Care Allies, First United Church, Ottawa
Nadia Alexan, Citizens in Action
Pascal Bergeron, Environnement Vert Plus

Patrick Rasmussen, Mouvement Vert Mauricie
Paul Johannis, Greenspace Alliance of Canada's Capital
Réal Lalande, STOP Oléoduc Outaouais

cc.

The Right Hon. Justin Trudeau, PC MP, Prime Minister of Canada
Chief Perry Bellegarde, Chief of the Assembly of First Nations
Mr. Michael Ferguson, Auditor General of Canada
Ms. Julie Gelfand, Commissioner of Environment and Sustainable Development,
Canada
H. E. Ambassador Mark Bailey, Permanent Representative of Canada to the IAEA

The Hon. Carolyn Bennett, PC MP, Minister of Crown-Indigenous Relations, Canada,
The Hon. Catherine McKenna, PC MP, Minister of Environment and Climate Change,
Canada
The Hon. Chrystia Freeland, PC MP, Minister of Foreign Affairs, Canada
The Hon. Ginette Petitpas Taylor, PC MP, Minister of Health, Canada
The Hon. Jim Carr, PC MP, Minister of Natural Resources, Canada

The Hon. Elizabeth May, MP, Leader of the Green Party of Canada
The Hon. Luc Thériault, MP, Groupe parlementaire québécois

The Hon. Mario Beaulieu, MP, Bloc Québécois

The Hon. Erin O'Toole, MP, Conservative Party of Canada Foreign Affairs Critic,
Canada
The Hon. Shannon Stubbs, MP, Conservative Party of Canada Natural Resources
Critic
The Hon. Marilyn Gladu, MP, Conservative Party of Canada, Health Critic
The Hon. Ed Fast, MP, Conservative Party of Canada, Environment and
Climate Change Critic
The Hon. Hélène Laverdière, MP, NDP Foreign Affairs Critic
The Hon. Richard Cannings, MP, NDP Natural Resources Critic
The Hon. Don Davies, MP, NDP Health Critic
The Hon. Alexandre Boulerice, MP, NDP Environment and Climate Change Critic
The Hon. Monique Pauzé, MP, Groupe parlementaire québécois Environment Critic

Geoff Williams, Chair, Waste Safety Standards Committee (WASSC)
Sandra Geupel, WASSC Scientific Secretary
The Hon. Isabelle Melançon, MNA, Minister of Sustainable Development, the
Environment and the Fight against Climate Change, Québec
The Hon. Chris Ballard, MPP, Minister of the Environment and Climate Change, Ontario
The Hon. Rochelle Squires, MLA, Minister of Sustainable Development, Manitoba

Références

- (1) Installations d'élimination des déchets radioactifs à proximité des surfaces. Sécurité spécifique
Guide n ° SSG-29. Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne. AIEA 2014.
- (2) Déclassement des installations. Prescriptions générales de sécurité Partie 6.
Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne. AIEA 2014. https://www-pub.iaea.org/MTCD/Publications/PDF/P1652_F_web.pdf
- (3) Politiques et stratégies de gestion des déchets radioactifs. Agence internationale de l'énergie atomique. Guide de la série sur l'énergie nucléaire no NW-G-1.1. AIEA 2009.
https://wwwpub.iaea.org/MTCD/Publications/PDF/Pub1093_scr.pdf.
- (4) «Politiques et stratégies de gestion des déchets radioactifs autres que le combustible», pétition numéro 411 adressée à la vérificatrice générale du Canada, 21 septembre 2017, résumé et réponse à http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/English/pet_411_e_42850.html, texte complet de la pétition à <https://tinyurl.com/AG-petition-411>
- (5) Politique-cadre en matière de déchets radioactifs. Ressources naturelles Canada 1996. <https://www.rncan.gc.ca/energie/uranium-nucleaire/7726>
- (6) --en anglais-- CNSC Disposition Table of Public and Aboriginal Groups' Comments on Project Description – Near Surface Disposal Facility Project. <http://www.ceaa-acee.gc.ca/050/documents/p80122/118862E.pdf>
- (7) --en anglais-- CNSC Disposition Table of Public and Aboriginal Groups' Comments on Project Description – Nuclear Power Demonstration Closure Project. <http://www.ceaa-acee.gc.ca/050/documents/p80121/118857E.pdf>
- (8) --en anglais-- CNSC Disposition Table of Public and Aboriginal Groups' Comments on Project Description – In Situ Decommissioning of Whiteshell Reactor #1 Project. <http://www.ceaa-acee.gc.ca/050/documents/p80124/118863E.pdf>
- (9) Lettre à M. Yukiya Amano de l'AIEA de la part de M. Ole Hendrickson au nom des Concerned Citizens of Renfrew County and Area, "IAEA Review of Canada's Radioactive Waste Management Practices", le 5 mars 2018.
- (10) BÂTIR UN TERRAIN D'ENTENTE: une nouvelle vision pour l'évaluation des impacts au Canada. Le rapport final du comité d'experts pour l'examen des processus d'évaluation environnementale Avril 2017. <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/conservation/evaluation/examen-environnementaux/processus-evaluation-environnementale/batir-terrain-entente.html>